



**FAITS ET CHIFFRES CLES**

# DE L'ACTIVITE MINIERE EN AFRIQUE EN 2024

PAR STRATEGIES!

- L'exploitation des ressources naturelles en général, des ressources minières en particulier telles que le diamant demeure l'un des enjeux les plus importants pour la paix, la sécurité et le développement de nombreux pays africains.
- Pour que ces ressources soient mises au service du bien être durable des populations, il faut absolument que la gouvernance des Etats africains soit à la hauteur des défis internes et externes, anciens et nouveaux.
- Dans l'optique de contribuer à ces évolutions de la gouvernance, STRATEGIES ! accompagne et conseille depuis plusieurs années des acteurs de la gouvernance des ressources naturelles en Afrique.
- Cette édition des macro – trends visent à introduire le public à quelques données sur le sujet de la gouvernance minière en particulier et la gouvernance des ressources naturelles en général.
- Elle propose également une version synthétique de notre concept d'Etat Fonctionnel en Afrique dont la construction devrait être l'horizon et la boussole de toutes les initiatives tant privées que publiques en cours dans le domaine de l'exploitation des ressources naturelles.





- 1** Aperçu du potentiel de l'Afrique en minerais stratégiques

---

- 2** Données en matière de production du diamant

---

- 3** Le système de certification du Processus de Kimberley

---

- 4** Aperçu de quelques initiatives en faveur de l'amélioration de la gouvernance minière en Afrique

---

- 5** Principales tendances observées dans la gouvernance minière en Afrique

---

- 6** L'Etat Fonctionnel en Afrique :  
Clé pour l'amélioration globale de la gouvernance et des conditions de vie des populations



Partie 1

---

**Aperçu du potentiel  
de l'Afrique en  
minerais stratégiques**

01

L'Afrique détient entre **20%** et **90%** des réserves mondiales de 11 minerais nécessaires à la transition énergétique

02

L'Afrique représente **40%** des réserves d'or, **30%** des réserves de minerais et **12%** des réserves de pétrole à l'échelle mondiale.

03

L'Afrique détient **19%** des réserves mondiales de métaux nécessaires à la fabrication d'un véhicule électrique standard alimenté par une batterie

## LES RESSOURCES NATURELLES DE L'AFRIQUE

Une part importante des ressources naturelles de la planète se trouve dans le sol des pays africains : un espoir pour l'avenir du continent



- Le continent compte de nombreux minerais nécessaires pour la fabrication de nombreux produits que nous utilisons tous les jours, comme le pétrole, le gaz naturel, les diamants, l'or, l'uranium, le cobalt, le platine, le fer, le cuivre ou encore le tantale
- L'Afrique, dont les ressources ont longtemps été exploitées par les pays colonisateurs, fait aujourd'hui l'objet des convoitises des grandes sociétés qui veulent accéder à ces richesses naturelles

# Minerais nécessaires à la transition énergétique détenus par l'Afrique

## RESERVES MONDIALES

Métaux du groupe du platine : **90%**

Cobalt : **44%**

Vanadium : **30%**

Zircon : **20%**

Phosphate : **80%**

Ilménite et Yttrium : **43%**

Bauxite : **22%**

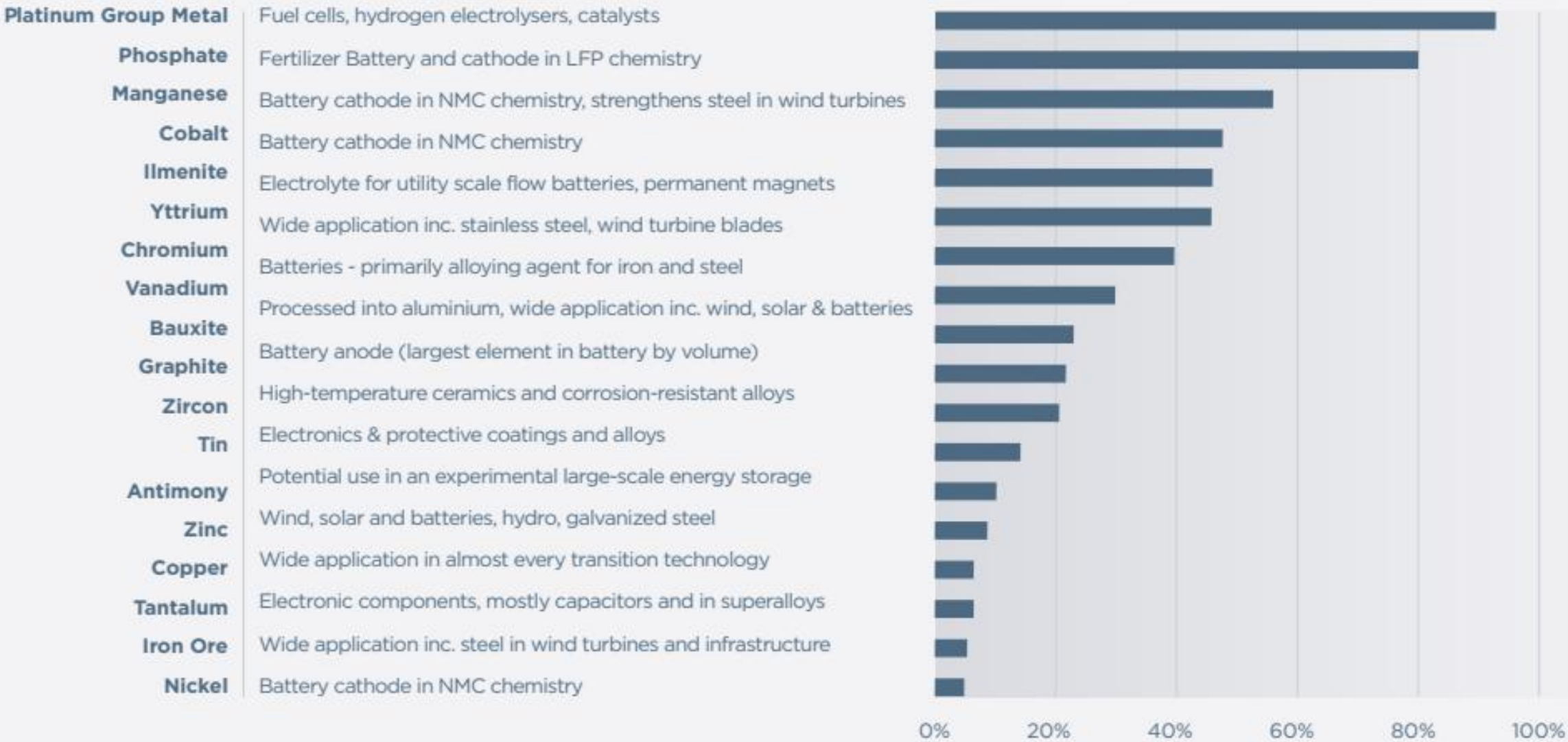
Manganèse : **55%**

Chrome : **40%**

Graphite : **21%**



**Figure 1. Africa's shares of global reserves of transition minerals<sup>22</sup>**



**Africa's share of global mineral reserves**

**Figure 4. African countries with large shares of global transition mineral reserves<sup>37</sup>**

Morocco has 70% of world's phosphate, used in batteries

DRC has 50% of world's cobalt, used in batteries

Guinea has 23% of world's bauxite, used for aluminium, and 31% of world's rutile

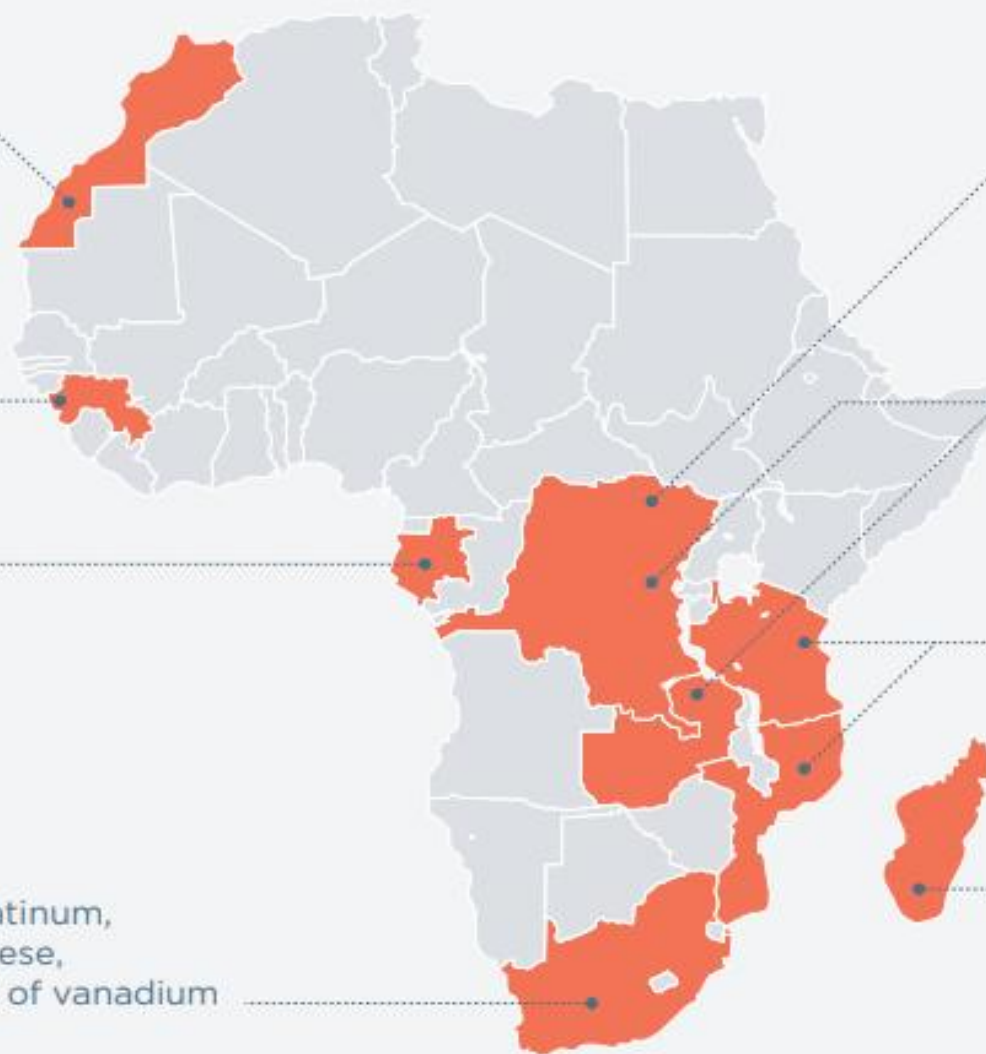
The African Copperbelt (DRC & Zambia) has 6% of world's copper, used in many transition technologies

Gabon has 4 to 15% of world's manganese, used in batteries

Mozambique & Tanzania have 13% of world's graphite, used in batteries

South Africa has 91% of world's platinum, 46% of yttrium, 22% of its manganese, 35% of world's chromium, and 16% of vanadium

Madagascar has 15% of world's ilmenite, used in to make titanium





Partie 2

---

## Données en matière de production du diamant

Vous souhaitez réaliser des macro trends / études? Formulez votre besoin [ICI](#)

# Top 10 des pays africains producteurs de diamant en 2022

Rank	Country	Production volume	Value (\$)
1	Botswana	24,509,939.00	\$4,700,321,539.00
2	Democratic Republic of Congo	9,908,997.66	\$64,959,638.25
3	South Africa	9,660,233.00	\$1,538,930,037.97
4	Angola	8,763,309.30	\$1,965,247,499.47
5	Zimbabwe	4,461,450.15	\$423,612,395.43
6	Namibia	2,054,227.06	\$1,234,496,934.12
7	Lesotho	727,736.95	\$314,358,893.67
8	Sierra Leone	688,970.20	\$142,907,210.45
9	Tanzania	375,533.14	\$110,936,767.64
10	Guinea	128,770.65	\$6,556,170.10

Pays	Rang Mondial
Botswana	2 <sup>e</sup>
République Démocratique du Congo	4 <sup>e</sup>
Afrique du Sud	5 <sup>e</sup>
Angola	6 <sup>e</sup>
Zimbabwe	7 <sup>e</sup>



# Production industrielle vs Production artisanale de diamant en 2023 (En Volume)

La production industrielle de diamants dans le monde a atteint **132,7 millions de carats en 2023**, en hausse de **2,2 % par rapport à 2022**.

Les principaux producteurs industriels de diamants en 2023 étaient :

- La Russie (32,94 %)
- Le Botswana (19,11 %)
- Le Canada (14,84 %)
- La République démocratique du Congo (10,93 %)
- L'Afrique du Sud (8,18 %)

# Production industrielle vs Production artisanale de diamant en 2023 (En Volume)

La production artisanale de diamants est principalement concentrée en Afrique, en particulier en Afrique centrale et en Afrique australe.

L'Afrique de l'Ouest compte également dans une proportion moindre des producteurs artisanaux de diamant.



# Production industrielle vs Production artisanale de diamant en 2023 (En valeur)

La valeur de la production de diamants dans le monde a atteint **200 milliards de dollars en 2023**, en hausse de **2,5 %** par rapport à 2022.

- **Production industrielle : 160 milliards de dollars en 2023**
- **Production artisanale : 40 milliards de dollars en 2023.**



# 3

## Partie 3

---

# Le système de certification du Processus de Kimberley

Vous souhaitez réaliser des macro trends / études? Formulez votre besoin [ICI](#)

# Historique du Processus de Kimberley

---

## 2000

- Mai : Réunion des pays producteurs de diamants d'Afrique australe à Kimberley
- Décision de mettre en place un système de certification international

## 2003

Janvier : Entrée en vigueur du SCPK

## Depuis 2003

- Élargissement du Processus de Kimberley à de nouveaux pays
- Renforcement du système de certification
- Lutte contre le trafic de diamants de sang

## 2002

Novembre : Adoption du Système de Certification du Processus de Kimberley (SCPK) par 45 pays

## 2004

Le Processus de Kimberley devient une organisation intergouvernementale



# Le système de certification du Processus de Kimberley

1

Le système de certification du processus de Kimberley (SCPK) a été créé en 2003 pour prévenir le commerce des diamants de conflits, c'est-à-dire des diamants bruts utilisés pour financer des guerres menées par des groupes rebelles.

2

Le SCPK vise à garantir que les diamants bruts sont extraits et commercialisés de manière légale et éthique, en évitant les atteintes aux droits humains et les financements de conflits armés.



1

Le SCPK a permis de réduire considérablement le commerce des diamants de conflits, qui représentait environ 15% du commerce mondial des diamants bruts en 1999, à moins de 1% aujourd'hui.

2

Il a également contribué à renforcer la transparence, la traçabilité et la responsabilité dans le secteur diamantaire, ainsi qu'à soutenir le développement durable et la paix dans les pays producteurs de diamants.

La définition limitée des diamants de conflits, qui exclut les violations des droits humains commises par les acteurs non étatiques ou les forces gouvernementales

A

B

La faiblesse des contrôles internes dans certains pays participants, qui permet l'infiltration de diamants illicites ou frauduleux

La nécessité d'adapter le SCPK aux évolutions technologiques, comme les diamants synthétiques ou les outils de vérification

C

D

La participation effective de la société civile et de l'industrie diamantaire, qui sont souvent marginalisées ou insuffisamment impliquées dans le processus





4

## Partie 4

---

**Aperçu de quelques initiatives en faveur de l'amélioration de la gouvernance minière en Afrique**

**Vous souhaitez réaliser des macro trends / études? Formulez votre besoin [ICI](#)**

# En dehors des initiatives très connues telles que...

- Le Processus de Kimberley/ KP
- L' ITIE/ EITI
- Publish What You Pay
- Et d'autres initiatives de la société civile.../And other civil society initiatives...

# Au niveau de l'Union Africaine

## Africa Mining Vision (AMV)

Lancée en 2009, la VMA est un cadre stratégique pour la réalisation de l'objectif de développement inclusif et durable de l'Afrique.

C'est une initiative qui vise à promouvoir une exploitation minière transparente, équitable et optimale en Afrique, et un développement à large base qui profite à toute la population.

1

## Centre africain de développement minier (AMDC) :

L'AMDC soutient les États africains dans leurs efforts d'amélioration de la gouvernance en matière de ressources naturelles.

L'AMDC est une initiative de l'Union Africaine, de la Banque Africaine de Développement et de la Commission Economique pour l'Afrique.

2

## Le Rapport sur la Gouvernance en Afrique:

C'est une publication de l'Union Africaine, spécifiquement du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP) en collaboration avec l'Architecture africaine de gouvernance (AGA).

Ce rapport évalue l'état de la gouvernance en Afrique afin de fournir aux États membres une base de référence complète pour les aider à améliorer leur gouvernance.

3

## La Conférence Internationale de la Région des Grands Lacs (Afrique centrale)

- Le Protocole de la CIRGL sur l'Exploitation Illégale des Ressources Naturelles adopté en 2000
- Le Mécanisme régional de certification des ressources naturelles (MRC) adopté en 2012.
- L'Initiative régionale de la CIRGL sur la lutte contre l'exploitation illégale des ressources naturelles lancée en 2016
- Le Programme régional de la CIRGL sur la transparence et la responsabilité dans les industries extractives lancé en 2018.

## CEEAC (Afrique centrale)

- La Charte de la CEEAC sur la gouvernance des ressources naturelles, adoptée en 2012, qui fixe les principes et les objectifs de la CEEAC en matière de gouvernance des ressources naturelles.
- Le Code minier de la CEEAC, adopté en 2017, qui établit un cadre juridique harmonisé pour l'exploitation minière dans les États membres de la CEEAC.
- Le Protocole de la CEEAC sur la lutte contre l'exploitation illégale des ressources naturelles, adopté en 2020, qui vise à lutter contre l'exploitation illégale des ressources naturelles dans la région.

## SADC (Afrique australe)

- **La Charte de la SADC sur la gouvernance des ressources naturelles, adoptée en 2008**, qui fixe les principes et les objectifs de la SADC en matière de gouvernance des ressources naturelles.
- **Le Code minier de la SADC, adopté en 2012**, qui établit un cadre juridique harmonisé pour l'exploitation minière dans les États membres de la SADC.
- **Le Protocole de la SADC sur la lutte contre l'exploitation illégale des ressources naturelles, adopté en 2018**, qui vise à lutter contre l'exploitation illégale des ressources naturelles dans la région.

## CEDEAO (Afrique de l'Ouest)

- **La Charte de la CEDEAO sur la gouvernance des ressources naturelles, adoptée en 2014**, qui fixe les principes et les objectifs de la CEDEAO en matière de gouvernance des ressources naturelles.
- **Le Code minier de la CEDEAO, adopté en 2017**, qui établit un cadre juridique harmonisé pour l'exploitation minière dans les États membres de la CEDEAO.
- **Le Protocole de la CEDEAO sur la lutte contre l'exploitation illégale des ressources naturelles, adopté en 2019**, qui vise à lutter contre l'exploitation illégale des ressources naturelles dans la région.



5

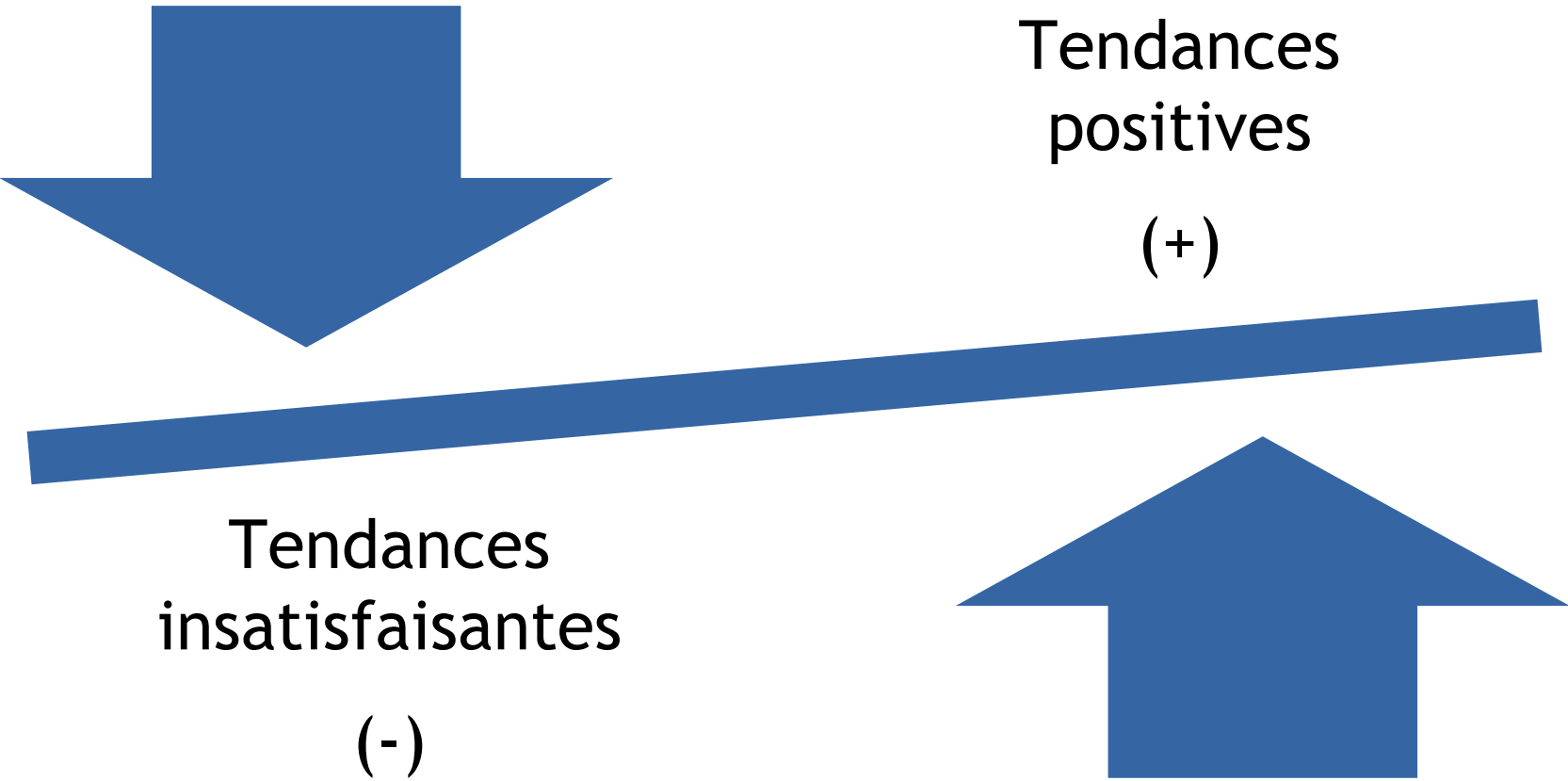
Partie 5

---

**Principales tendances  
observées dans la gouvernance  
minière en Afrique**

Vous souhaitez réaliser des macro trends / études? Formulez votre besoin [ICI](#)

# Deux types de tendances



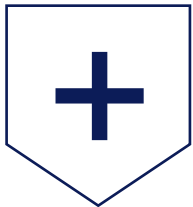
# Tendances positives observées dans la gouvernance minière en Afrique ces 10 dernières années



## Prise de conscience croissante :

Il y a une prise de conscience croissante de l'importance de la bonne gouvernance dans le secteur minier en Afrique.

Les gouvernements, les entreprises minières et les organisations internationales reconnaissent l'importance de la transparence, de la responsabilité et de la participation des parties prenantes pour assurer une exploitation minière durable et bénéfique pour les communautés locales.



## Initiatives de transparence :

Des initiatives telles que l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE) ont été mises en place pour promouvoir la transparence dans le secteur minier.

On compte aussi initiatives régionales et continentales, comme la Vision minière africaine ou le Code minier de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest.

Ces initiatives encouragent la divulgation des revenus miniers, la gestion responsable des ressources et la lutte contre la corruption.

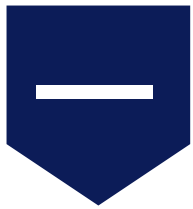


## Réglementation accrue :

Les gouvernements africains ont renforcé leur réglementation pour promouvoir une exploitation minière responsable.

Cela comprend l'adoption de lois et de réglementations environnementales, sociales et fiscales plus strictes pour protéger les droits des communautés locales et minimiser les impacts négatifs sur l'environnement.

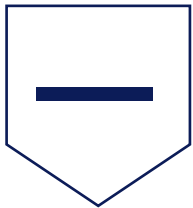
# Tendances insatisfaisantes observées dans la gouvernance minière en Afrique ces 10 dernières années



## Opacité et corruption :

Malgré les efforts déployés pour promouvoir la transparence, l'opacité et la corruption persistent dans certains secteurs miniers en Afrique.

Les contrats miniers opaques et les pratiques de corruption peuvent entraîner une mauvaise gestion des ressources et priver les communautés locales des avantages économiques de l'exploitation minière.

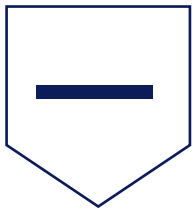


## Conflits et droits de l'homme :

Dans certaines régions, l'exploitation minière a été associée à des conflits et à des violations des droits de l'homme.

Les conflits fonciers, l'exploitation illégale des ressources et les atteintes aux droits des travailleurs sont des problèmes persistants dans certains pays africains.

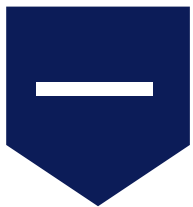
# Tendances insatisfaisantes observées dans la gouvernance minière en Afrique ces 10 dernières années



## Dépendance économique :

Une dépendance économique excessive à l'égard de l'industrie minière conduit à une vulnérabilité économique aux fluctuations des prix des minéraux ou à l'épuisement des ressources.

Cela peut également conduire à une concentration excessive des revenus entre les mains d'un petit nombre d'acteurs, au détriment d'un développement économique plus large.

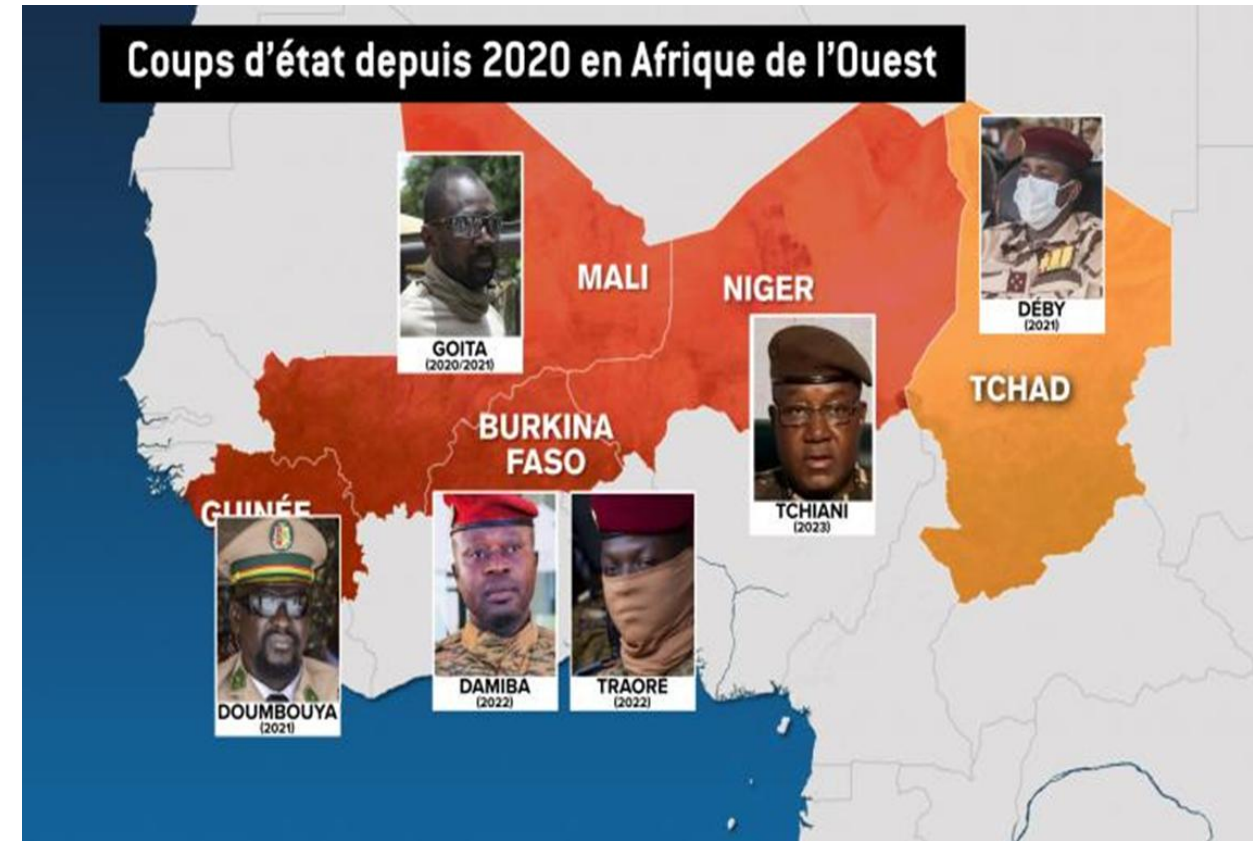


## Faiblesse institutionnelle et technique :

Faible capacité institutionnelle et technique, qui limite la capacité des États à négocier des contrats équitables, à contrôler les activités minières et à gérer les impacts sociaux et environnementaux.

# Le défi particulier des pays en transition du Sahel

- 05 sahéliens en transition :  
Mali, Guinée, Burkina Faso, Tchad et Niger.
- Tous ces pays sont riches en ressources naturelles en général, minières en particulier.
- En dehors du Tchad, tous ces pays affirment vouloir opérer une rupture avec la gouvernance du passé.
- Cette rupture doit aussi s'opérer dans le secteur des mines que leurs autorités disent vouloir réformer pour le bien des populations.
- Il sera très important d'agir pour que ces réformes s'inscrivent dans le sens de la durabilité et du bénéfice aux populations.





6

## Partie 6

---

**L'Etat Fonctionnel en Afrique :  
Clé pour l'amélioration globale de  
la gouvernance et des conditions de  
vie des populations**

**Vous souhaitez réaliser des macro trends / études? Formulez votre besoin [ICI](#)**

# Pour améliorer la gouvernance minière, il faut au minimum...



**1**

**Renforcer la  
transparence**

**2**

**Impliquer les  
communautés  
locales**

**3**

**Renforcer la  
réglementation**

**4**

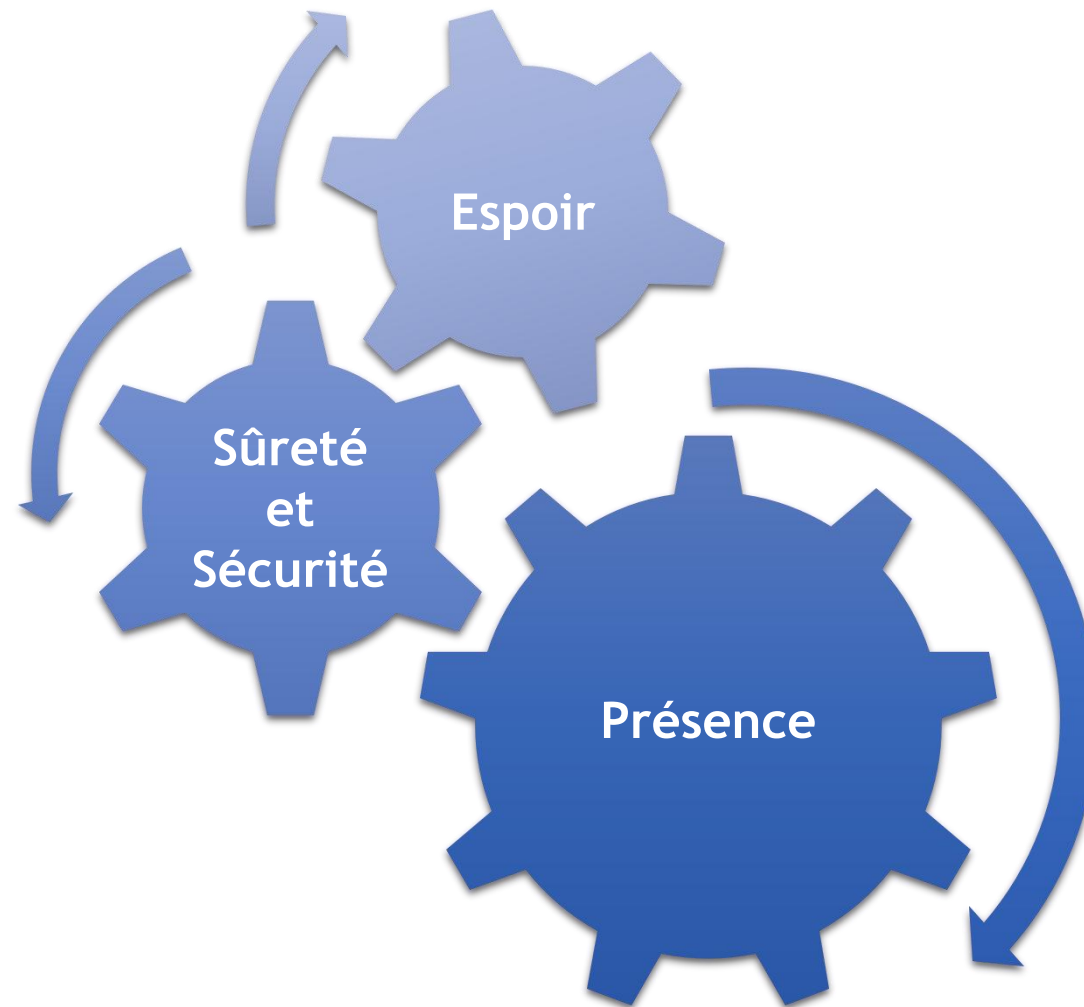
**Renforcer les  
capacités  
institutionnelles**

**5**

**Lutter contre la  
corruption**

**Ceci n'est pas possible sans un Etat Fonctionnel !**

# L'Etat fonctionnel repose sur au moins trois piliers



# Un État fonctionnel est capable de fournir:

## PRESENCE

L'existence de l'État sur l'ensemble du territoire national, qui se manifeste par la fourniture aux citoyens de services fondamentaux : eau, électricité, soins de santé, éducation, sécurité, transports, etc.

## SECURITE & SURETE

L'assurance de la sûreté et de la sécurité du citoyen, manifestée par : le respect des droits de l'Homme fondamentaux, un système judiciaire fonctionnel, des services de sécurité de l'État qui protègent le bien-être du citoyen, la présence et l'action de collectifs de citoyens tels que les médias, les syndicats, la société civile...

## ESPOIR

La gestion d'une économie à croissance durable qui crée des emplois décents pour la majorité, de l'espace et des ressources pour l'art et la culture, de l'espace et des ressources pour développer et étendre l'innovation. La gestion durable de la nature dans toutes les activités.

# Conditions pour qu'un État fonctionnel remplisse ses fonctions

---

## **Volonté politique**

désir et vision qui se manifestent par des mesures et des systèmes permettant de rendre compte au plus haut niveau de l'impact, des résultats et des ressources.

## **Stratégie**

définition claire des objectifs à court, moyen et long terme sur la base des données réelles de la situation ainsi que de l'alignement des objectifs, des compétences et des ressources de l'État.

## **Compétence**

capacité technique à développer, mettre en œuvre, mesurer l'impact et les résultats ainsi qu'à améliorer continuellement une stratégie.

## **Ressources**

capacité à mobiliser les ressources internes du pays et à utiliser la grande majorité d'entre elles pour mettre en œuvre ses stratégies nationales. Absence de corruption et lutte active contre la corruption et la mauvaise gestion.

# En guise de conclusion

- L'amélioration de la gouvernance du diamant en particulier et de la gouvernance minière en général suppose la construction d'Etats fonctionnels en Afrique.
- Sans Etats Fonctionnels, il n'y a pas d'amélioration durable du bien - être des communautés concernées par les mines en particulier, les populations des pays africains en général.



**Et si on osait travailler pour la construction  
d'Etats Fonctionnels en Afrique ?**





## **A Propos des auteurs**

Ce document est réalisé par *STRATÉGIES!*. Un cabinet de conseil basé à Douala, Cameroun. *STRATÉGIES!* est spécialisé dans le leadership et le management et délivre ses services en Afrique, en Europe et aux Etats-Unis.

*STRATÉGIES!* accompagne des entreprises privées ainsi que des institutions publiques nationales et internationales. L'entreprise existe depuis 28 ans et est dirigée par le PDG Kah Walla.

# NOS SERVICES

---

## AMÉLIORER LA GOUVERNANCE MINIÈRE

- Assurer l'efficacité des mécanismes de certification minière
- Renforcer les cadres miniers nationaux
- Améliorer la gouvernance dans des chaînes de valeur minières spécifiques
- Analyser les tendances du secteur minier

## RENFORCER LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE

- Améliorer la gestion des revenus miniers pour les États
- Créer des emplois décents dans le secteur minier
- Assurer la croissance économique dans le respect des droits humains et environnementaux
- Améliorer les avantages pour les communautés et les pays africains dans le cadre de leurs partenariats sur les minéraux essentiels

## MAINSTREAMING GENDER IN MINING

- Renforcer les réseaux de femmes dans le secteur minier
- Développer des politiques FDP/Genre dans le secteur minier
- Garantir des emplois décents aux femmes et aux jeunes

---

**Vous souhaitez réaliser des études, analyses, ateliers, etc.?  
Parlez nous de votre projet [ICI](#)**

# Contact us



BP 3940 Douala, 322 Street  
Bonamandone,  
Behind ESAO-Bali College – face SOLEX



Phone : \_\_ (237 ) 23 3 4 3 3 8 7 6 / 2  
3 3 4 3 8 2 3 7  
Cell: (237) 699 89 08 99



Website: [www.strategiesconsultingfirm.com](http://www.strategiesconsultingfirm.com)  
E-mail: [cabinetstrategies@gmail.com](mailto:cabinetstrategies@gmail.com)